

trouvé que cela était à son crédit. Je partage quelque peu l'opinion de cet Américain pour qui la télévision est une perte de temps. Il désire savoir ce que je pense du fait qu'une station radio de Toronto sera transformée en une station de langue française, le 1<sup>er</sup> octobre. Je croyais que mes opinions étaient bien connues, mais je tiens à dire que je considère la Société Radio-Canada comme une plaie pour le régime politique de notre pays. Certains aspects du travail qu'elle accomplit présentement à Toronto ne sont qu'une expansion de ce mal cancéreux. Nous devons bientôt y mettre un frein et nous devrions le faire dès maintenant. Il faudrait faire une enquête sérieuse au sujet de Radio-Canada. Je ne crois pas que le ministre de qui la société relève puisse se permettre de déclarer ce qui suit:

A mon avis, aucun député ne niera que le Parlement se doit, dans la mesure où il a le pouvoir et l'autorité requis, de faire échec à tout ce qui pourrait saper indirectement l'importance d'une chose qui est, depuis quarante ans—voire même depuis les débuts de la radiodiffusion ou depuis que la radiodiffusion officiellement reconnue a une portée réelle sur la vie collective—qui est, dis-je, considérée comme un sujet d'intérêt national, comme une question intéressant même la survie de notre autonomie nationale.

**Une voix:** Qui a dit cela?

**M. Cowan:** J'ai cité les paroles de l'honorable député de Bonavista-Twillingate, comme en fait foi le compte rendu du 29 novembre 1963 à la page 5373. Il n'y est aucunement question des journaux et des revues qui ont cessé de paraître au cours des 30 dernières années, du fait que la radio et la télévision ont accaparé la publicité qui leur était destinée. Ce sont les journaux et les revues qui ont façonné ce pays et instauré la cohésion qui y règne actuellement. Personne ne s'est occupé des journaux. Nous avons la liberté de presse et en avons supporté les conséquences. Toutefois, Radio-Canada a la liberté de presse et c'est nous qui payons les frais. Il y a une grande différence entre avoir la liberté de presse et payer ses propres frais et avoir cette liberté et que quelqu'un d'autre paie les frais. L'incident de Toronto, survenu ces quelques derniers jours, nous montre une fois de plus que le corps politique du Canada est pourri et que plus vite on l'examinera de fond en comble, le mieux ce sera.

**M. Nasserden:** Monsieur le président, après un coup d'œil à l'horloge et au calendrier, je trouve qu'on passe trop de temps à la discussion de ces crédits, ce soir. Je tiens tout d'abord à offrir ma sympathie au député d'York-Humber parce que les initiatives du secrétaire d'État, en tant que leader de la

Chambre, l'ont empêché de traiter cette question avant ce soir. Le Parlement canadien, en fondant Radio-Canada, lui a conféré une grande responsabilité. Ces dernières années, ses programmes sont devenus des monstruosité qui compromettent la morale et la culture du pays. L'influence des États-Unis a laissé son empreinte sur Radio-Canada et ce n'est un secret pour personne que la direction actuelle de l'organisme s'est laissée prendre par cette influence. Ce fait a eu pour résultat d'accélérer la ruine de la culture canadienne et des valeurs en tant que membres séparés et identifiables de la civilisation mondiale. Dans une grande mesure, Radio-Canada est responsable du relâchement des esprits qui lui dénie toute responsabilité dans ses buts et ses objectifs. Il me semble qu'il est grand temps, qu'il est essentiel de réformer entièrement Radio-Canada si nous voulons sauver la valeur attachée à nos institutions canadiennes et à notre culture canadienne.

Je n'ai pas l'intention d'exposer ce soir dans quelle mesure la tendance actuelle apportera inévitablement à notre pays la dégradation et les dangers qui l'accompagnent. Toutefois, je tiens à donner lecture d'une lettre, l'une des nombreuses lettres que j'ai reçues de mes commettants, illustrant bien le sentiment que j'ai entendu exprimer au Canada de temps à autre:

Cher Monsieur,

Je proteste contre les drames que Radio-Canada a présentés à la télévision ces deux dernières années. Certains ne sont que de véritables ordures et un gaspillage des fonds publics. Étant mère de famille, je la refuse à la maison et tout ceux à qui j'en ai parlé ont eu la même réaction.

J'espère que vous voudrez bien exercer toute l'influence nécessaire pour mettre fin à ce gaspillage.

Je demande à la direction et au personnel de Radio-Canada d'examiner les lettres de ce genre puis d'examiner les programmes qu'ils ont mis au point. Qu'ils se demandent ce qu'ils ont fait pour enrichir la culture de notre pays.

**M. Prittie:** Monsieur le président, je ne voudrais pas que ces crédits soient adoptés sans un mot dans l'autre sens. Après toutes ces paroles de haine contre Radio-Canada, qui serait le cancer du pays notamment, le député de Rosthern se demande quelles sont ses réalisations dans le domaine des distractions et de l'activité culturelle du pays. Je dirais que Radio-Canada a fait beaucoup plus que beaucoup de postes privés américains. Hier soir, les députés se sont donnés pour des critiques d'art et, ce soir, ils s'intitulent censeurs de Radio-Canada.